Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres

Marielle Debos

▶ **To cite this version:**

Marielle Debos. Le métier des armes au Tchad. Le gouvernement de l'entre-guerres. Karthala, pp.264, 2013, Les Afriques, 9782811106263. halshs-00842694

HAL Id: halshs-00842694
https://shs.hal.science/halshs-00842694

Submitted on 16 Jan 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Marielle Debos

Le métier des armes au Tchad

Le gouvernement de l'entre-guerres

Les Afriques

KARTHALA

Le métier des armes au Tchad

Cet ouvrage est publié
avec le concours du Centre national du Livre

Les Afriques

La collection « Les Afriques » accueille des ouvrages traitant des sociétés politiques et économiques en Afrique subsaharienne et en Afrique du Nord. Ouverte à des travaux issus de toutes les disciplines des sciences humaines et sociales, notamment de l'économie politique et de la sociologie historique du politique, elle met l'accent, selon une démarche pluridisciplinaire, sur le va-et-vient nécessaire entre les données de terrain et les réflexions théoriques.

Renouveler les approches et les méthodologies de l'analyse comparée et, ce faisant, aider à produire un autre regard sur les mutations du politique et de l'économique au Sud comme au Nord, telle est l'ambition de cette collection.

© Éditions KARTHALA, 2013
ISBN : 978-2-8111-0626-3

Marielle Debos

Le métier des armes au Tchad

Le gouvernement de l'entre-guerres

Éditions KARTHALA
22-24, boulevard Arago
75013 PARIS

Sommaire

Remerciements 7

Notes préliminaires 9

Avant-propos 11

Introduction 17
La violence de l'entre-guerres 19
Vivre des armes 26
Enquêter sur l'entre-guerres 32
Plan de l'ouvrage 41

Première partie
L'historicité du métier des armes 43

Chapitre I **Provenance, continuités et ruptures coloniales** 45
Les guerriers de la prédation 45
Le moment colonial : commandants, auxiliaires et tirailleurs (1900-1960) 52

Chapitre II **La réinvention du métier par les « politico-militaires »** 67
Des révoltes paysannes à la guerre des « tendances » (1960-1978) 68
Militaires et combattants : les frontières brouillées (1979-1990) 80
La multiplication des groupes armés (1990-2009) 88

Deuxième partie
D'une guerre à l'autre : trajectoires de combattants 99

Chapitre III **Des loyautés fluides** 103
La dynamique des fragmentations 104
Les risques de l'extraversion 109
Bricolages identitaires et arrangements au quotidien 123

Chapitre IV Rébellion, réintégration, désertion 131
Négocier pour mieux continuer la guerre 132
Les difficiles retours du front 142
Survie, révolte et opportunités économiques 149

Troisième partie
Gouverner par les armes : le « décret sans numéro » 161

Chapitre V La milicianisation décrétée des forces régulières 163
Une armée façonnée par et pour la guerre 164
Les trois dimensions de la milicianisation 172
L'impossible restructuration de l'armée ? 185

Chapitre VI Vivre des armes aux portes de l'Etat 195
« L'Etat, c'est du commerce » 196
Effets de pouvoir et inégalités à la douane 202
Le banditisme de grand chemin dans son contexte politique 211

Chapitre VII Le gouvernement de l'entre-guerres 217
L'Etat : pratiques routinières et imaginaires politiques 220
Pour qui l'Etat est-il « failli » ou « faible » ? 229

Conclusion 241
De l'analyse des conflits à celle du métier des armes 241
Gouverner l'entre-guerres 243

Glossaire 247

Liste des acronymes et abréviations 251

Notes préliminaires

Afin de préserver l'anonymat des personnes interviewées, tous les noms ont été modifiés. Des exceptions ont été faites pour certaines personnalités politiques quand les propos rapportés ne pourraient pas leur porter préjudice et pour les trois enquêtés qui ont été victimes d'une disparition forcée : Ibni Oumar Mahamat Saleh, Abakar Gawi et Khamis Doukoun. Le respect de l'anonymat m'a parfois contrainte à ne pas donner d'informations précises : je n'indique pas toujours par exemple le nom d'un mouvement armé ou l'âge d'un rebelle dont on devinerait trop aisément l'identité.

L'orthographe des noms de personnes et de lieux qui n'a pas fait l'objet d'un travail de codification et de normalisation n'est pas fixée. On peut ainsi écrire Hissène ou Hissein Habré, Goukouni Weddeye ou Oueddeï. Il est de même possible d'orthographier « hadjaraï », terme désignant un groupe ethnique du centre du Tchad, de plusieurs façons : hadjaraï, hadjeray ou hadjeraï. Dans de tels cas, j'ai choisi l'orthographe la plus commune. J'ai également repris les usages courants pour le pluriel des groupes ethniques : ceux-ci ne prennent généralement pas de « s », sauf Arabes, Ouaddaïens et Goranes. L'arabe tchadien est une langue orale qui a été retranscrite avec l'alphabet latin, l'orthographe des mots varie en fonction des auteurs.

Les noms des Tchadiens du Nord sont composés d'une suite de noms : celui de l'individu, celui de son père, puis celui de son grand-père. La personne n'est pas toujours identifiée par le dernier de ses noms comme le voudrait l'usage en Europe par exemple, mais par l'un des éléments composant son nom. Ainsi, Goukouni Oueddeï n'est pas appelé « Oueddeï » mais « Goukouni ». En revanche, on dit plus souvent « Habré » que « Hissène ». Là encore, j'ai suivi l'usage.

Avant-propos

Le présent ouvrage est fondé sur une enquête au Tchad conduite entre 2004 et 2010. En août 2012, après en avoir achevé la rédaction, je me rends une nouvelle fois sur le terrain. Certains phénomènes décrits et analysés semblent avoir (temporairement ?) disparu. La rénovation du centre-ville de N'Djamena est emblématique des efforts entrepris pour dissimuler les violences passées et célébrer l'entrée du pays dans le capitalisme pétrolier. On ne voit plus de traces des combats de 2008 entre la coalition rebelle et les forces gouvernementales. Ce sont désormais les chantiers et les nouveaux bâtiments qui marquent le paysage urbain. La ville s'élève et le « building de Moursal », siège du ministère de l'Education nationale, ne sera bientôt plus isolé.

Jusqu'à une période récente, les N'Djamenois ne pouvaient traverser sans appréhension la place de l'Indépendance. Interdiction de s'arrêter ou de faire demi-tour devant le Palais présidentiel : les gardes pouvaient frapper les imprudents ou faire usage de leurs armes. L'interdiction a été levée et on peut désormais flâner sur la place entièrement refaite. Le camp des martyrs, la caserne de militaires qui faisait face au Palais, et les bâtiments aux alentours ont été rasés (les militaires sont désormais cantonnés à la périphérie de N'Djamena ou à Moussoro, à une centaine de kilomètres au nord de la ville). Sur la nouvelle place s'accumulent les symboles célébrant l'indépendance du pays et glorifiant la nation. Des enfants et des jeunes hommes jouent au football ; une grande affiche annonce qu'Idriss Déby est un « homme de paix et de tolérance ».

Dans une région sahélo-saharienne devenue stratégique pour les acteurs internationaux, le Tchad fait aujourd'hui figure de pays relativement stable. Depuis la signature de l'accord de paix entre N'Djamena et Karthoum en 2010, les rebelles tchadiens, privés de leur

principal soutien, ont abandonné la lutte armée. Idriss Déby a troqué l'habit du chef de guerre pour celui du bâtisseur. D'importantes réformes ont été engagées, au premier rang desquelles un programme de restructuration de l'armée. Les effectifs ont été réduits et l'armée, jusqu'alors milicianisée, serait en passe d'être réorganisée. Les militaires et les corps habillés sont désormais plus discrets et les « tracasseries » moins fréquentes.

Il est toutefois trop tôt pour savoir si ce changement de décor s'accompagnera d'un renouvellement durable du mode de gouvernement analysé dans cet ouvrage, marqué par les logiques de l'entre-guerres. Les élections présidentielles et législatives de 2011 et municipales de 2012, qui ont permis au régime de redorer son blason, ne doivent pas faire oublier que « le multipartisme, c'est à N'Djamena, un peu au Sud, mais pas au-delà »[1]. Aux élections législatives, certaines circonscriptions étaient d'emblée acquises au parti au pouvoir, personne n'osant se présenter avec l'étiquette de l'opposition. Les mobilisations sociales, les grèves de fonctionnaires, la tenue dans la presse et à la radio de propos critiques ou la publication de rapports sur les violations des droits humains sont possibles tant qu'elles ne dérangent pas le pouvoir. Ceux qui dénoncent la corruption généralisée peuvent ainsi crier haut et fort tant qu'ils ne tentent pas d'en démonter les mécanismes et de pointer des responsabilités. L'arbitraire d'Etat marque encore la vie quotidienne, particulièrement en brousse. Loin de la capitale, l'Etat reste présent par le truchement des autorités administratives, traditionnelles et militaires. Les fidèles du régime bénéficient d'une large impunité et le droit peut être suspendu à tout moment, créant un environnement susceptible de décourager les velléités de révolte.

En cette saison des pluies 2012, les flâneurs savent que la rénovation du centre-ville est aussi une entreprise de sécurisation du Palais présidentiel, dans un contexte où les tentatives de coups d'Etat n'ont pas disparu. Les habitations et immeubles situés dans les environs ont été rasés. Les berges du fleuve Chari qui permettaient aux N'Djamenois de faire du maraîchage, de laver leur linge, ou de rejoindre la rive camerounaise en pirogue sont interdites sur une large zone autour de la présidence. Le goudron qui remplace le sable et la boue sur certains axes de la capitale et du pays alimente également de vifs débats : « Combien de temps tiendra-t-il ? Quand verra-t-on les premiers trous ? » Le scepticisme sur la solidité du goudron, dont la qualité est inversement proportionnelle

1. Entretien avec un député de l'opposition, N'Djamena, août 2012.

à l'ampleur de la corruption, fait écho à une incertitude plus fondamentale : « combien de temps le nouvel habit du régime tiendra-t-il ? » Il faudra en effet plus de quelques chantiers pour passer de l'entre-guerres à une situation que les Tchadiens pourront qualifier de paix. Pour les lecteurs qui découvrent le Tchad des années 2010, cet ouvrage est une invitation à prêter attention à la part des armes que le nouveau goudron camoufle.

« Il faut apprendre à fréquenter simultanément la guerre et la paix ; se convaincre de passer de l'une à l'autre comme l'on traverse les pièces d'un château. Ainsi se donne-t-on les moyens de saisir quelle catastrophe est la boue où s'élabore notre humanité »[1].

1. Nimrod, *Le bal des princes*, Paris, Actes Sud, 2008, p. 153. L'auteur, romancier tchadien, met ces mots dans la bouche du colonel Degoto, un avatar du colonel Kamougué, figure de la vie politique du Tchad.

INTRODUCTION

Novembre 2005, dans les faubourgs de N'Djamena. J'attends avec Ganda, militaire démobilisé, un taxi qui doit nous emmener chez une ancienne combattante des rébellions sudistes des années 1990. Nous sommes dans le quartier de Walia, près de la frontière camerounaise, à environ 900 kilomètres des camps de réfugiés et de déplacés de l'Est tchadien, loin également des rebelles qui ont trouvé une base arrière au Darfour. La zone est située entre deux guerres : militaires de carrière, ex-rebelles et combattants en attente de remobilisation se côtoient, collaborent et se concurrencent. Ils tentent de faire de bonnes affaires à Ngueli, le pont frontière qui mène à Kousseri, au Cameroun. Sur le bord de la route – l'une des rares routes goudronnées de la capitale et du pays[1] – les commerçants attendent les clients, les hommes en uniforme, la prochaine guerre. Tous regardent passer un cortège funèbre : des minibus, des voitures et des deux-roues défilent en direction du cimetière qui est tout proche ; les femmes chantent. Soudain, un pick-up arrive à toute allure, des hommes en treillis enturbannées et armés se tiennent debout à l'arrière. Le véhicule manque de se renverser dans le virage. Ganda m'explique : « Ce sont des bogobogos, ils poursuivent sûrement un véhicule qui importe des produits en fraude », avant d'ajouter en souriant « ou alors ils escortent les fraudeurs ». Les bogobogos font office de douaniers ; ils sont parfois ex-rebelles, souvent cooptés par de puissants

1. Le nombre de routes goudronnées a augmenté rapidement depuis 2003 avec l'investissement d'une partie des revenus pétroliers dans les infrastructures du pays. Si l'investissement dans les routes était considéré comme une priorité par les entrepreneurs économiques, cette politique a été décriée en raison des opportunités d'enrichissement qu'elle a offertes aux proches du régime.

douaniers. On les appelle pudiquement les « agents bénévoles de la douane » parce qu'ils ne sont pas officiellement intégrés aux forces de l'ordre. On les appelle aussi « truands déguisés en douaniers »[2].

Nous prenons place dans un « taxi », un mini-bus en très mauvais état. Alors que j'essaie de faire rire la fille de Ganda, une petite de sept ans trop sage pour son âge, le taxi est arrêté par des hommes armés aux uniformes dépareillés, postés sur le bord de la route. Les voyageurs se taisent et écoutent, un peu tendus, la discussion entre l'un des hommes et le chauffeur. Je demande à voix basse à Ganda :

– Il fait partie des bogobogos dont on parlait tout à l'heure ?
– C'est ça. Là, il demande au chauffeur de tout sortir pour un contrôle. Les femmes avec nous ont des koros[3] de sucre et des pagnes de Kousseri [des marchandises importées du Cameroun]. Mais on va repartir, le chauffeur a refusé.
– Le chauffeur a refusé ! Mais comment c'est possible ?
– Le chauffeur (…) connaît des gens bien assis [aisés, bénéficiant d'un bon réseau]. Si le douanier ne nous laisse pas tranquille, il va en parler à ses parents et ça va mal se passer.
– Et si le bogobogo avait lui-même eu des parents bien assis ?
– Dans ce cas, ils auraient négocié.
– Donc, on est plus tranquille dans les taxis des gens bien assis.
– Les gens savent qu'avec certains chauffeurs, on est tranquille.

Qui sont ces individus issus de trajectoires guerrières qui travaillent entre deux guerres dans la confusion de Ngueli ? Une première question a trait au contrôle du taxi par le bogobogo : la pratique des contrôles intempestifs et du racket s'est-elle développée dans un contexte d'anarchie ? A-t-on au contraire affaire à une pratique institutionnalisée régie par des règles ? Il faut ensuite s'interroger sur l'identité et le rôle du chauffeur : pourquoi peut-il refuser le « contrôle » du douanier ? Parce que ce dernier n'est qu'un bogobogo, un agent non officiel de la douane ? Ou parce que le chauffeur a accès à des ressources et des réseaux plus puissants que ceux du bogobogo ? Enfin, pourquoi mon ami, le militaire de carrière démobilisé, n'a-t-il pas imaginé un instant intervenir en faveur des commerçantes ou du bogobogo ? Les Tchadiens, eux, connaissent les réponses à ces questions et comprennent cette scène. La seule chose qui

2. Calamity Jane, « Fraudeurs et douaniers s'entredéchirent », *L'Observateur*, 19 avril 2006.
3. Le koro est un récipient en forme de bol utilisé comme unité de mesure. Un koro de sucre correspond à environ deux kilogrammes.

leur échappe est ce que fait une Française dans un taxi sans frein dans la chaleur de l'après-midi.

Pour comprendre ce qui s'est passé ce jour-là à Ngueli, il faudra répondre aux quelques questions qui constituent la problématique de cet ouvrage : comment les armes sont-elles devenues un mode ordinaire de contestation et un mode de vie ? Un métier que l'on peut exercer alternativement ou simultanément dans les forces régulières, les mouvements rebelles et le banditisme de grand chemin ? Est-ce parce que le pays a connu une succession de guerres ? Si les guerres ne constituent qu'une partie de l'explication, quelles institutions politiques et sociales non guerrières alimentent le métier des armes ? Comment, malgré l'apparente anarchie, des règles, des frontières et des hiérarchies connues de tous ont-elles émergé ? Quelles sont-elles ?

L'objectif de cet ouvrage est moins d'expliquer pourquoi les gens font la guerre que comment ils la font et comment ils pensent le recours aux armes. Autrement dit, il ne s'agit ni de dresser la liste des causes des conflits qui se sont succédé dans l'histoire tchadienne ni d'isoler les facteurs qui rendent les guerres plus ou moins probables, mais d'expliquer un processus qui ne peut être réduit à la guerre : la spécialisation d'une partie de la population masculine dans le maniement des armes. Je conçois les armes comme un métier et entreprends d'en écrire l'histoire et d'en décrire les principales règles telles qu'elles ont été (ré)inventées et (re)négociées depuis l'époque des empires sahélo-sahariens.

Pour cela, je m'intéresse aux trajectoires, à la fois historiques, politiques et sociales des différents protagonistes de l'anecdote du taxi de Ngueli qui sont tous, d'une façon ou d'une autre, liés au monde des armes. Leur position (physique et sociale) dans et autour du taxi n'est pas uniquement le fruit du hasard. L'anecdote révèle autant la banalité de l'extorsion opérée par les douaniers et les bogobogos que les hiérarchies sociales et politiques engendrées par l'histoire tchadienne.

La violence de l'entre-guerres

Les frontières incertaines de la guerre et de la paix

Bien que l'idée qu'il existe une nature ou une essence de la guerre reste tenace[4], la nécessité d'historiciser et de contextualiser la guerre a

4. Voir à ce propos la critique par Danny Hoffman de l'approche essentialisante de la guerre qui caractérise le rapport d'un expert militaire devant le Tribunal Spécial pour la Sierra Leone. « The meaning of a militia. Understanding the Civil Defence Forces of Sierra Leone », *African Affairs*, vol. 106, n°425, octobre 2007, p. 639-662.

été maintes fois soulignée en sciences sociales, notamment dans le champ des études africaines. Déjà en 1986, Donald Crummey annonçait que le défi était de considérer la violence dans son ancrage social, de saisir les racines des conflits et de comprendre comment et pourquoi les gens ont recours à la violence[5]. Un peu plus de dix ans plus tard, l'ouvrage dirigé par Christopher Clapham, *African guerrillas*, invitait à prendre en compte les blocages politiques qui alimentent les dissensions armées et ouvrait de nouvelles perspectives comparatives pour une sociologie des mouvements irréguliers[6]. Le présent travail, qui s'inspire de cette littérature et de ses développements récents[7], accorde une importance particulière au poids des routines sociales qui influent sur la conduite des guerres. Il faut par exemple resituer les attaques des *janjawid* au Darfour et dans l'Est du Tchad dans l'histoire longue des razzias et des pillages qui ont marqué la région et analyser les trajectoires sociales de ces miliciens qui, avant la guerre, avaient déjà recours aux armes pour la protection et le contrôle des couloirs de transhumance, des pâturages et de l'accès à l'eau[8].

Faire une sociologie politique du métier des armes suppose non seulement de resituer l'affrontement armé dans son contexte mais aussi d'interroger les frontières de la guerre et de la paix : « La paix et la guerre ne sont pas deux points extrêmes d'un spectre de situations politiques, mais plutôt des moments de cristallisation de logiques sociales dans un système non linéaire »[9]. S'interroger sur le « passage à l'acte » et le « basculement dans la guerre »[10] est pourtant un grand classique des études sur les conflits. Il est vrai que l'entrée en guerre opère une rupture : elle déplace les frontières des labellisations des actes criminels et politiques, et elle légitime certains discours et comportements violents. Le début d'un conflit ne marque cependant pas un plongeon dans un univers hobbesien de guerre de tous contre tous ; les pratiques et

5. Crummey Donald, « Introduction : The 'great beast' », in Crummey Donald (dir.), *Banditry, Rebellion and Social Protest in Africa*, Londres, James Currey, Portsmouth, Heinemann, 1986, p. 2.

6. Clapham Christopher (dir.), *African Guerrillas*, Londres, James Currey, 1998.

7. Böås Morten, Dunn Kevin C. (dir.), *African Guerrillas. Raging Against the Machine*, Boulder, Lynne Rienner, 2007 ; Richards Paul (dir.), *No Peace, no War. An Anthropology of Contemporary Armed Conflicts*, Oxford, James Currey, Athens, Ohio University Press, 2005.

8. Flint Julie, *Beyond 'Janjaweed'. Understanding the Militias of Darfur*, Small Arms Survey, Genève, HSBA Working Paper, n°17, juin 2009.

9. Marchal Roland, « Les frontières de la paix et de la guerre », *Politix*, vol. 15, n°58, 2002, p. 40. Sur cette question, voir également Keen David, « War and Peace : What's the difference ? », *International Peacekeeping*, vol. 7, n°4, 2000, p. 1-22.

10. Voir notamment Sémelin Jacques, *Purifier et détruire. Usages politiques des massacres et génocides*, Paris, Le Seuil, 2005.

représentations de l'avant-guerre ne disparaissent pas du jour au lendemain. Il ne produit ni chaos ni anomie. Même quand les alliances sont fluides et que les violences inter-personnelles semblent prendre le pas sur la lutte politique, il reste des normes [11]. Les « situations-limites » que sont les guerres civiles ne relèvent pas « de la pure désorganisation ou de la perte de sens, mais bien au contraire des modes spécifiques de surgissement et de mise en forme du social » [12]. La vie en guerre peut devenir pour certains individus et groupes un « projet social » [13] que l'on peut étudier avec les outils les plus classiques des sciences sociales.

Pour penser l'ordinaire de la violence, il faut ensuite se déprendre de l'idée que la paix et la non-violence seraient la condition ou la situation sociale par défaut [14]. Les formes structurales de la violence qui sont à l'œuvre dans les procédures les plus ordinaires ne sont pas étrangères aux violences de guerre. Elles sont au contraire cruciales pour comprendre l'explosion des violences les plus spectaculaires [15]. Les violences structurales et politiques sont liées aux violences ordinaires [16]. A propos du bassin du lac Tchad [17], Janet Roitman insiste sur l'historicité des pratiques de razzias pour comprendre les problématisations contemporaines des modes violents d'accumulation [18]. Elle montre comment le butin peut

---

11. Marchal Roland, « Un espace urbain en guerre : les 'mooryan' de Mogadiscio », *Cahiers d'études africaines*, Vol. 33, n° 130, 1993, p. 295-320.

12. Bataillon Gilles, « Analyser le chaos », *Cultures et Conflits*, n°24-25, hiver 1996-printemps 1997, p. 3. Cette posture rejoint celle de Michel Dobry qui a renouvelé l'analyse des crises politiques en réfutant l'idée selon laquelle l'interprétation de ces phénomènes doit passer par la recherche de facteurs, de variables ou de configurations causales radicalement différents de ceux mobilisés pour la compréhension de conjonctures plus routinières. *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la FNSP, 1986.

13. Geffray Christian, *La cause des armes au Mozambique*, Paris, Karthala, Collection « les Afriques », 1990, p. 166.

14. **Richards Paul, « New War : an Ethnographic Approach », in Richards Paul (dir.),** *No Peace, no War…, op. cit.*, p. 1-21.

15. **Ferme Mariane, « The Violence of Numbers. Consensus, Competition, and the** Negotiation of disputes in Sierra Leone », *Cahiers d'études africaines*, vol. 38, n°150-152, 1998, p. 555-580.

16. **Scheper-Hughes Nancy,** *Death Without Weeping. The Violence of Everyday Life in Brazil*, Berkeley & Los Angeles; University of California Press, 1992 ; Bourgois Philippe, « The Power of Violence in War and Peace. Post-cold War Lessons from El Salvador », *Ethnography*, vol. 2, n°1, 2001, p. 5-34.

17. Le bassin du lac Tchad recouvre une zone aux contours flous qui comprend le Nord Cameroun, le nord de la Centrafrique, le sud-est du Nigeria et l'ouest du Tchad. Janet Roitman ne cherche pas à définir une fois pour toutes ses frontières, elle tente plutôt « de décrire, de délimiter et d'analyser les différents vecteurs qui, aujourd'hui, constituent le bassin du lac Tchad, sans a priori sur leur situation géographique et leur origine ». « Les recompositions du bassin du lac Tchad », *Politique africaine*, n°94, juin 2004, p.8.

18. **Roitman Janet,** *Fiscal Disobedience. An Anthropology of Economic Regulation in Central Africa*, Princeton, Princeton University Press, 2005.

devenir une forme illégale mais licite de la richesse. Au Tchad, la violence n'appartient pas seulement aux formes ordinaires de la « régulation économique » mais aussi aux fonctionnements routiniers de la politique. Les combattants sont souvent socialisés à la violence bien avant de rejoindre une rébellion. Un ancien rebelle qui a vécu dans des conditions extrêmement difficiles à la frontière tchado-centrafricaine me disait : « on a souffert dans le maquis, mais chez nous aussi on souffre »[19]. Le départ pour le maquis doit ainsi être resitué dans son contexte : celui d'un pays (et, au-delà, d'une région) où la violence et les menaces appartiennent aux instruments du pouvoir et où la vie civile est de toute façon difficile.

Prêter attention aux (dis)continuités entre guerre et paix sans postuler une rupture radicale est une démarche particulièrement pertinente pour penser les contextes où la guerre appartient aux cadres routiniers et modernes de la politique. Pour comprendre le métier des armes au Tchad, il convient de se défaire d'une opinion communément admise : l'acte violent interviendrait comme un accident dans l'ordre normal des choses. Dans cette perspective, c'est l'irruption de la violence, en tant que phénomène exceptionnel, qui est expliquée et non l'absence de violence. Or, au Tchad, la violence est une modalité parmi d'autres d'intervention dans le champ politique. Faire de la politique avec des armes est du point de vue des acteurs une chose ni plus ni moins banale que faire de la politique sans armes, même si les conséquences ne sont pas les mêmes. Cela ne signifie pas que les Tchadiens se satisfont de la prégnance de la violence ou qu'ils « ne semblent plus la reconnaître »[20] mais simplement que celle-ci a cessé de les étonner. La violence appartient désormais à la sociabilité politique. Les combattants prennent rarement la peine de justifier l'usage de la violence parce qu'elle n'a rien d'extraordinaire. En revanche, les cadres politiques qui ne sont pas allés sur le « terrain » tentent de se construire un passé guerrier, à l'instar de ce porte-parole d'une rébellion qui me disait avoir une expérience de la vie combattante dont il ne pouvait préciser ni l'année ni le lieu[21]. Le passage par le « terrain », c'est-à-dire par le maquis, est déterminant dans la trajectoire des politico-militaires. La prise des armes est valorisée et le comportement de celui qui « mange froid » – c'est-à-dire qui tire profit de la rébellion sans prendre part aux combats – est fortement stigmatisé.

---

19. Entretien, N'Djamena, mai 2010.

20. Getson Stéphanie, « Invisible, Insecure, and Inaccessible. The Humanitarian Crisis in Chad », *Georgetown Journal of International Affairs*, vol. 9, n°1, hiver 2008, p. 138.

21. Entretien avec le porte-parole d'une rébellion tchadienne, Paris, janvier 2009.

LA GUERRE COMME « SITUATION »

Interroger les frontières de la guerre et de la paix ne signifie cependant pas assimiler toutes formes de violences à un état de guerre. Il ne s'agit pas non plus d'affirmer la dissolution de la guerre dans des violences indéterminées. Ce n'est pas parce que la violence est diffuse et que les logiques guerrières marquent les espaces et les temps où les combats sont suspendus que la guerre n'existe plus. S'il convient d'analyser ses prolongements et d'envisager des situations d'enchevêtrement de logiques de guerre et de paix, il reste que la guerre peut renvoyer à des situations précises qui supposent des règles spécifiques. Que signifie la guerre dans le contexte tchadien ? Comment les combattants et les civils pensent-ils les frontières spatiales, sociales et politiques entre la guerre et la paix ?

La récurrence des rébellions ne suppose tout d'abord pas que le pays est constamment à feu et à sang. D'une part, l'histoire du Tchad n'est pas linéaire et on peut repérer des moments d'apaisement, par exemple les années 2002-2005 entre le délitement du mouvement de l'extrême nord et la reconstitution d'un front à l'est. D'autre part, la guerre est une activité saisonnière. La vie politico-militaire est rythmée par le climat. La saison des pluies, en empêchant les déplacements sur la majeure partie du territoire, interdit en principe les incursions rebelles entre juin et octobre. Si le Tchad a connu des périodes où des régions entières du pays étaient en proie aux conflits (notamment pendant la guerre civile entre 1979 et 1982), entre 2005 et 2010, les moments d'affrontements entre les forces gouvernementales et les forces rebelles ont été brefs [22]. Les activités violentes ont occupé une faible part de l'emploi du temps des combattants. Les insurgés, basés au Darfour, n'ont fait que des incursions sur le territoire tchadien – une vingtaine entre 2005 et mai 2009 [23]. En revanche, en marge de la lutte pour le pouvoir, mais non sans lien avec celle-ci, des conflits localisés se sont multipliés dans l'est du pays depuis 2005 [24].

---

22. On sait peu de choses sur le nombre de morts dans les guerres tchadiennes. Les années les plus meurtrières ont sans doute été celles de la guerre civile qui a été suivie par des combats dans le sud. Selon Robert Buijtenhuijs « le bilan total de ces carnages pourrait bien se situer autour de 200 000 morts sinon plus ». Robert Buijtenhuijs, *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad, 1977-1984. La révolution introuvable*, Leiden, Afrika-Studiecentrum, Paris, Karthala, 1987, p. 425. Pour la période 2005-2009, les rapports des ONG internationales et des Nations Unies montrent que les conflits locaux dans l'Est du Tchad font un plus grand nombre de morts et de déplacés internes que les attaques rebelles.

23. Rémy Jean-Philippe, « Tchad : l'échec apparent de l'offensive des rebelles ne marque pas la fin du conflit », *Le Monde*, 9 mai 2009.

24. Sur les rébellions récentes et les conflits de l'Est tchadien, voir le chapitre II.

La guerre est ensuite un phénomène localisé qui peut être perçu de façon différente d'un village à l'autre[25]. Ceci est particulièrement vrai dans un pays comme le Tchad où les rébellions éclatent tour à tour dans toutes les régions du pays. Les décalages entre les perceptions locales d'une même situation politique sont marquants. En septembre 2006, les groupes armés étaient actifs dans l'est du pays, alors que j'étais à Goré, une petite ville du sud. Les habitants de Goré ne parlaient pas ou très peu des mouvements de troupe à l'est dont ils étaient pourtant informés par la radio. J'ai rapidement compris qu'ils commenceraient à suivre les déplacements et les attaques des rebelles le jour où ces derniers prendraient la direction de la capitale.

La guerre est enfin pensée comme une « situation », un terme qui revient fréquemment dans les conversations avec les politico-militaires. Cette « situation » suppose le recours aux armes et la possibilité d'un affrontement (tragique mais inévitable) avec un ami ou un parent recruté dans une faction concurrente. L'entrée en guerre rend nécessaires et légitimes des actes qui seraient condamnables en temps de paix. Cette forme de guerre-situation n'est pas menée dans un contexte de polarisation idéologique ou identitaire. Les conflits tchadiens, comme le conflit en Guinée-Bissau analysé par Henrik Vigh, sont caractérisés par une coexistence de logiques d'amitié et d'inimitié. Ces guerres peuvent être qualifiées de « fraternelles », les combattants affrontant un ennemi qui n'est pas un « Autre radical ». L'agression est alors liée à la situation plutôt qu'à l'identité de l'ennemi ou à la relation qu'entretiennent les belligérants[26]. Au Tchad également, les militaires et les rebelles sont divisés par les circonstances plus que par des idéologies irréconciliables ou des haines identitaires. Dans ces conditions, les alliances sont tactiques et les loyautés fluides, comme il sera expliqué plus avant dans cet ouvrage. Le dialogue et les négociations entre les membres des factions concurrentes ne sont interrompus que lors des temps de combat. Un cadre politico-militaire arabe m'expliquait ces complicités entre ennemis en ces termes : « Le côté social, affectif, les alliances entre tribus c'est important. Mais quand il y a la guerre, il faut se battre. Quand il n'y a pas de bataille, on est frères. C'est comme ça chez nous »[27].

---

25. De Bruijn Mirjam, Van Dijk Han, « The Multiple Experiences of Civil War in the Guéra Region of Chad, 1965-1990 », *Sociologus*, vol. 57, n°1, 2007, p. 61-98.

26. Vigh Henrik, « Conflictual Motion and Political Inertia. On Rebellions and Revolutions in Bissau and Beyond », *African Studies Review*, vol. 52, n°2, 2009, p. 143-164.

27. Entretien, Paris, mai 2008.

L'ENTRE-GUERRES

Si la guerre renvoie bien à des situations précises qui déterminent un ensemble de règles, comment qualifier ces espaces et ces temps qui sont hors de la guerre ? Au Tchad, il y a des espaces et des temps de « guerre », mais non de paix. Les Tchadiens parlent d'« insécurité », de « violences généralisées » pour qualifier la situation de leur pays. Pour eux, la paix n'est pas le simple arrêt des combats entre les rebelles et les forces gouvernementales. Elle suppose également la pacification du mode de gouvernement, une présence moins massive des militaires dans leur région et un usage plus sélectif de la violence.

Parce que la paix reste un projet, je ne parle pas de guerre et de paix mais de guerre et d'entre-guerres. L'entre-guerres ne désigne pas seulement le laps de temps qui sépare deux guerres dont on pourrait donner les dates de début et de fin. Cette notion vise plutôt à rendre compte des expériences de sociétés qui ont connu une succession de conflits, et dont l'économie et le mode de gouvernement laissent une place centrale aux hommes en armes. Ce qui distingue l'entre-guerres du post-conflit est l'attente par les civils et les combattants de la prochaine guerre. Que celle-ci éclate ou non, elle constitue l'horizon d'attente. Concrètement, on sait que l'on est dans un espace et un temps d'entre-guerres quand les décisions des individus (rendre les armes, mais aussi faire un investissement par exemple) sont liées à la possibilité d'un nouvel épisode guerrier. L'entre-guerres renvoie ainsi à l'expérience des combattants et des civils qui, s'ils ne vivent pas en permanence en situation de guerre, semblent toujours se préparer à la prochaine.

L'enjeu théorique est ici de penser des processus non linéaires, enchevêtrés, hors du cadre de la transition de la guerre à la paix. Il s'agit d'étudier ce qui est en jeu dans les espaces et temps qui ne sont plus en guerre mais où la violence a été « popularisée »[28] et où la guerre « a octroyé à la mort une place centrale aussi bien dans les processus de constitution de la réalité que dans l'économie psychique en général »[29]. Plus spécifiquement, l'objectif est d'articuler l'analyse des conflits et de leurs conséquences à celle d'une économie et d'un mode de gouvernement

28. Selon Rémy Bazenguissa-Ganga et Patrice Yengo, la « popularisation de la violence » renvoie à une « diffusion progressive des pratiques de violence », un processus que les auteurs étudient dans le contexte de la reprise de la guerre civile au Congo-Brazzaville en 1998. « La popularisation de la violence au Congo », *Politique africaine*, n°73, mars 1999, p. 186-192.

29. Mbembe Achille, « Essai sur le politique en tant que forme de dépense », *Cahiers d'études africaines*, n°173-174, 2004, p. 151. Voir également du même auteur « Necropolitics », *Public Culture*, vol. 15, n°1, 2003, p. 11-40.

violents. La violence de l'entre-guerres n'est en effet pas seulement une violence sociale diffuse, elle est aussi organisée par des entrepreneurs politiques et économiques. L'économie dite « de guerre » n'est pas toujours produite par la guerre : elle peut la précéder [30]. L'entre-guerres offre une clé pour comprendre les ruptures opérées par le déclenchement ou la fin d'un conflit mais aussi pour saisir des processus cruciaux qui traversent les frontières de la guerre et de la paix.

Les lecteurs pourraient s'étonner que la notion d'entre-guerres laisse penser qu'après la guerre vient inévitablement une autre guerre. Il ne s'agit pas de dire que les guerres s'enchaînent de façon mécanique et inexorable et que les pays qui ont connu une succession de guerres sont condamnés à les revivre sans cesse. L'entre-guerres ne décrit pas une logique implacable qui n'offrirait d'autres répits aux populations que des entre-guerres instables et violents mais une situation où les gens qui affirment être « des morts en sursis à cause de l'insécurité récurrente » [31] attendent la prochaine guerre en espérant qu'elle n'éclatera pas.

VIVRE DES ARMES

LES ARMES COMME MÉTIER

Si cette recherche s'inspire des travaux contemporains sur le phénomène guerrier, elle ne constitue pas une sociologie des conflits ou des mouvements armés tchadiens, mais du métier des armes [32]. Elle vise à appréhender avec un regard nouveau comment les combattants font la guerre et comment ils vivents des armes quand ils ne sont pas mobilisés par la guerre. Aucune des deux entrées – de la guerre ou du

30. Voir à ce propos la distinction proposée par Roland Marchal entre l'« économie de guerre » (« qui décrit les formes économiques qui rendent le conflit possible et reproductible sur une échelle élargie ») et l'« économie dans la guerre » (« qui fait référence aux conditions globales de reproduction sociale et économique des sociétés en guerre »). « Terminer une guerre », in Marchal Roland, Messiant Christine, *Les chemins de la guerre et de la paix. Fins de conflit en Afrique orientale et australe*, Paris, Karthala, 1997, p. 15.

31. Correspondance de l'auteure avec une enseignante tchadienne vivant à N'Djamena, septembre 2011.

32. Les spécialistes du Tchad n'ont jusqu'à présent pas problématisé la question des armes sous l'angle d'un métier, même si l'idée a été évoquée par plusieurs d'entre eux, par exemple par Jean-Louis Triaud dans « Le refus de l'Etat : l'exemple tchadien », *Esprit*, n°100, avril 1985, p. 21. Paul Doornbos parle de la « carrière de *suwaari* » (rebelle) dans son article « La révolution dérapée. La violence dans l'est du Tchad (1978-1981) », *Politique africaine*, n°7, septembre 1982. L'hypothèse est enfin mentionnée par Robert Buijtenhuijs dans la conclusion de son ouvrage : *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad,1977-1984. La révolution introuvable*, Leiden, Afrika-Studiecentrum, Paris, Karthala, 1987.

métier des armes – n'est en soi plus pertinente ou plus heuristique que l'autre. Elles éclairent simplement des perspectives différentes. L'étude du métier des armes permet de saisir des caractéristiques structurelles des conflits qui resteraient des points aveugles si l'on se focalisait sur le moment de la guerre. Pour le dire autrement, les questions « Pourquoi les rebelles et les militaires se font-ils la guerre ? » et « Comment les armes sont-elles devenues un métier ? » ne se confondent pas, mais la réponse à la deuxième éclaire la première.

Si le métier des armes est à la fois une cause et une conséquence des guerres, il ne peut être réduit à l'une ou l'autre. Il est certain que le recrutement volontaire ou forcé s'accélère en temps de guerre et que le métier des armes n'aurait pas connu le même développement sans les conflits qui ont marqué l'histoire du Tchad. Il est aussi avéré que la spécialisation d'une partie de la population masculine dans le maniement des armes facilite le travail de mobilisation des chefs de guerre et rend les guerres plus dangereuses. L'analyse ne peut cependant s'arrêter au simple constat que le métier des armes fait la guerre qui fait le métier des armes. L'une des hypothèses que cet ouvrage propose est que si depuis les empires précoloniaux le métier des armes a été réinventé au fil des décennies sans jamais disparaître, c'est qu'il n'est pas uniquement lié à la guerre, mais aussi à une économie propre au bassin du lac Tchad et à un mode de gouvernement qui est le produit de la trajectoire historique singulière (mais non exceptionnelle) de l'Etat tchadien. La question de la violence de et dans l'économie ayant été traitée par Stephen Reyna à partir de l'empire du Baguirmi, et par Janet Roitman et Saïbou Issa pour le bassin du lac Tchad[33], le présent travail insiste sur la trajectoire de l'Etat et le mode de gouvernement. Il s'intéresse cependant aux modes violents d'accumulation pour mettre en évidence les logiques politiques qui les façonnent.

Je désigne par métier des armes l'activité exercée par ceux qui vivent des armes et qui ont appris et développé des savoirs et savoir-faire ainsi que des registres de justification spécifiques qui ont trait à la guerre et aux modes violents d'accumulation. Je préfère le terme de « métier » à celui de « profession » qui a été pensé, à la suite des travaux de Max Weber,

33. Reyna Stephen, *Wars Without End. The Political Economy of a Precolonial African State*, Hanover, New England University Press, 1990 ; Roitman Janet, *Fiscal Disobedience. An Anthropology of Economic Regulation in Central Africa*, Princeton, Princeton University Press, 2005 ; Issa Saïbou, *Les coupeurs de route. Histoire du banditisme rural et transfrontalier dans le bassin du lac Tchad*, Paris, Karthala, 2010.

Emile Durkheim et Talcott Parsons, à partir d'activités institutionnalisées et établies telles que la médecine ou le barreau. Or, les activités liées à l'usage des armes au Tchad ne correspondent pas à une catégorie juridique ou administrative et ne s'exercent pas uniquement dans des institutions officiellement reconnues (l'armée, la police…). La notion de métier renvoie ici, dans une perspective de sociologie interactionniste, à une « catégorie de la pratique quotidienne »[34]. Je choisis de parler de métier plutôt que de « travail »[35] pour insister sur les savoirs pratiques des acteurs et les registres de justification qu'ils développent. Cette problématisation ouvre également des perspectives pour explorer les parcours des combattants avant, pendant et après la guerre (ou les guerres). Plutôt que de se concentrer sur le travail de la violence en guerre, il s'agit de saisir les continuités et les discontinuités entre les pratiques des porteurs d'armes qui passent de la guerre à l'entre-guerres.

J'appelle les individus qui exercent cette activité des hommes en armes. Cette expression renvoie à l'ensemble des individus qui vivent des armes et non aux seuls rebelles. Elle n'englobe cependant pas l'ensemble des Tchadiens qui possèdent une arme : beaucoup d'hommes et certaines femmes sont armés, mais, pour la plupart d'entre eux, les arcs, flèches, lances, couteaux de jet, pistolets, fusils, ou kalachnikovs servent à se protéger et ne constituent pas un mode de vie. Le nombre d'individus concernés varie selon les périodes historiques. Alors qu'à la fin des années 1970 et au cours de la guerre civile une partie importante de la population masculine avait pris les armes, les rébellions récentes (2005-2009) rassemblent quelques milliers de combattants. La coalition rebelle comprenait ainsi en mai 2009 entre 6 000 et 8 000 combattants[36]. Les hommes en armes opérant dans les forces régulières s'élèvent à plusieurs dizaines de milliers, tandis que le nombre de ceux qui travaillent pour leur propre compte est difficile à évaluer. C'est cependant

34. Chapoulie Jean-Michel, « Sur l'analyse sociologique des groupes professionnels », *Revue française de Sociologie*, Vol. 14, n°1, janvier-mars 1973, p. 86-114.

35. Dans un article récent fondé sur une enquête ethnographique sur les guerres du fleuve Mano en Afrique de l'Ouest, l'anthropologue Daniel Hoffman souligne que la violence est une forme de « travail ». Ce travail, marqué par le mouvement et la flexibilité, ressemble par bien des aspects aux modes d'accumulation post-fordistes. Les jeunes mobilisés, qui sont selon Hoffman de véritables sous-traitants des guerres, sont déployés sur le terrain en fonction des besoins des chefs de guerre. La frontière entre le travail rémunéré et non-rémunéré tend à s'estomper, les combattants devant « se payer » par les butins de guerre. Hoffman Daniel, *The War Machines. Young Men and Violence in Sierra Leone and Liberia*, Durham, Duke University Press, 2011. J'ai traduit ailleurs le terme « métier » par « practical occupation ». « Living by the Gun in Chad. Armed Violence as a practical Occupation », *Journal of Modern African Studies*, Vol. 49, n°3, septembre 2011, p. 409-428.

36. Tubiana Jérôme, *Laisser tomber les rebelles. Dimensions locales et régionales du rapprochement Tchad-Soudan*, Genève, Small Arms Survey, 2011, p. 25.

moins l'effectif des hommes en armes qui importe que la centralité de leurs activités dans le fonctionnement de l'économie et de la politique.

Cet ouvrage porte sur les hommes et non sur les femmes en armes. Cela ne signifie pas que l'histoire des guerres tchadiennes soit exclusivement masculine. Les femmes sont non seulement des victimes (au Tchad comme ailleurs, les guerres ont des effets différenciés sur les femmes et les hommes) mais aussi des actrices des conflits. Certes, peu de femmes ont été enrôlées comme combattantes. Le Front Uni du Changement démocratique (FUC), coalition lancée en 2006 par Mahamat Nour, est à ma connaissance la seule rébellion qui revendique le recrutement de combattantes. Pourtant, même quand elles n'ont pas porté les armes, les femmes ont joué un rôle crucial. Nombre d'entre elles vivaient dans les bases arrière des rébellions ou étaient cachées en brousse et partageaient le quotidien des combattants. Elles pouvaient alors fournir de la nourriture, des soins, des renseignements sur les mouvements des troupes adverses mais aussi être exploitées sexuellement. Il y a au Tchad comme dans bien d'autres contextes une « division sexuelle du travail révolutionnaire »[37]. Les tâches assignées aux femmes sont peu valorisées voire stigmatisées ; leur rôle est invisibilisé. D'une manière générale, les femmes sont largement exclues du champ politique et plus encore du champ politico-militaire et les rares figures féminines qui se sont imposées ont des trajectoires singulières[38]. Le métier des armes est non seulement pratiqué par des hommes mais aussi pensé comme masculin.

L'ordinaire d'un métier

Ce travail ne porte pas sur les « motivations »[39] des hommes en armes. La question est moins de savoir « pourquoi » que « comment » les individus ont recours aux armes[40]. Il ne s'agit pas de définir les ressorts individuels de la mobilisation ou d'identifier différents profils sociologiques, mais de s'interroger sur ce que signifie le recours aux armes, à la violence, parfois à la simple mise en scène de la violence. Si l'enquête

37. Falquet Jules, « Division sexuelle du travail révolutionnaire : réflexions à partir de l'expérience salvadorienne (1970-1994) », *Cahiers d'Amérique Latine*, n°40, 2003, p. 109-128.

38. Voir le chapitre IV.

39. Sur cette question, voir la critique par Nicolas Mariot des approches centrées sur les motivations des acteurs et la culture de guerre : « Faut-il être motivé pour tuer ? Sur quelques explications aux violences de guerre », *Genèses*, n°53, décembre 2003, p. 154-177.

40. Annie Collovald et Brigitte Gaïti plaident pour une approche similaire pour saisir les processus de radicalisation (« l'hypothèse de l'incrémentalisme »). « Questions sur la radicalisation politique », in Collovald Annie, Gaïti Brigitte (dir.), *La démocratie aux extrêmes. Sur la radicalisation politique*, Paris, La Dispute, Série « Pratiques politiques », 2006, p. 19-45.

ne portait pas sur les motivations ou les intentions des acteurs (auxquelles on ne peut de toute façon avoir accès), la question des raisons de prendre les armes est apparue dans les entretiens et les discussions. Alors que certains enquêtés parlent des violences dans leur région ou de la nécessité de défendre des proches pour expliquer comment ils en sont venus à prendre les armes, d'autres évoquent la volonté de renégocier leur statut au sein des forces régulières ou l'espoir d'une ascension sociale. C'est moins la diversité des raisons avancées qui importe que le fait qu'elles puissent être abordées entre combattants et avec une chercheuse étrangère. La simple possibilité d'engager cette discussion est un signe que le recours aux armes comme mode de vie n'est pas tabou. Comprendre comment les armes et la guerre sont devenues un répertoire d'action presque comme un autre, une façon relativement ordinaire de régler un problème, tel est l'objet de cet ouvrage.

Si l'ouvrage aborde le métier des armes en temps de guerre (du côté de l'armée gouvernementale et de ses milices, comme du côté des rébellions), il porte surtout sur son exercice dans l'entre-guerres. Il ne s'agit pas de remettre en cause la légitimité d'une histoire ou d'une anthropologie du champ de bataille, du combat, ou du marquage des corps[41], ni de négliger les transformations sociales et culturelles induites par l'entrée en guerre, mais de renverser la perspective. L'attention ne porte en effet pas sur ce que la violence de guerre révèle d'une société, mais sur ce que les fonctionnements routiniers d'une société permettent de comprendre des pratiques violentes et guerrières. J'ai voulu ainsi désenclaver l'objet de recherche qu'est la violence en éclairant les aspects les plus ordinaires du métier des armes, notamment les expériences, les savoirs et savoir-faire non directement liés à la violence mais qui peuvent être réinvestis dans la guerre.

J'ai accordé une attention particulière aux usages des armes au-delà de la violence physique. On peut en effet vivre des armes pendant des années sans tirer un coup de feu. Les armes servent à blesser et à tuer, mais aussi à intimider, à impressionner, à susciter l'admiration et, d'une manière générale, à s'imposer dans des interactions. Pour pratiquer l'extorsion, il est par exemple recommandé (mais non indispensable) de porter un uniforme et une arme, mais le recours à la violence physique reste exceptionnel. L'usage des armes peut être symbolique. Le chauffeur de Ngueli qui refuse le contrôle du bogobogo est partie prenante d'une

41. Audoin-Rouzeau Stéphane, *Combattre. Une anthropologie historique de la guerre moderne (XIXe-XXe siècle)*, Paris, Le Seuil, 2008.

trajectoire guerrière : il n'a pas ou plus besoin d'être armé pour s'imposer dans une interaction routinisée avec les douaniers et les bogobogos. Une hypothèse à considérer est d'ailleurs que l'aboutissement de la carrière d'un homme en armes puisse précisément être de s'en passer.

Le maniement des armes n'est cependant pas un métier comme un autre. Evoluant dans un environnement instable, les hommes en armes ne font pas de plans de carrière. Outre l'éventualité de la mort, il faut compter avec les revirements d'alliances qui peuvent ruiner une ascension sociale en moins de temps qu'il n'en faut pour démonter et remonter une arme. Dans ce contexte, le métier est caractérisé par les trajectoires complexes des individus et la fongibilité des statuts de militaire, combattant et bandit de grand chemin. Le monde des armes est-il pour autant anomique ou chaotique ? Est-il régulé uniquement par la violence ? Contre les thèses qui postulent que la violence est produite par un effondrement de l'ordre politique et des formes de contrôle social, nous formulons l'hypothèse que le métier des armes est régi par des règles et structuré par des frontières. Les fluidités qui le caractérisent ne doivent pas être assimilées à la guerre de tous contre tous. Elles ne doivent pas non plus être confondues avec une rationalité strictement économique de recherche du profit : les activités liées aux armes peuvent être lucratives, mais les hommes en armes ne sont pas de simples prédateurs et les ressorts de leur mobilisation ne peuvent être réduits à leur supposée « avidité »[42]. Les blocages politiques, les répressions organisées par l'Etat, les échecs récurrents des négociations de paix autant que la croyance dans les opportunités associées à la violence expliquent les méandres de leur parcours.

---

42. Je fais ici référence à la thèse très débattue selon laquelle le premier moteur des conflits serait l'avidité (*greed*) des belligérants et non leurs revendications ou leur agenda politique (*grievance*). Si la quête et la sécurisation des ressources sont des éléments cruciaux de la lutte armée, il n'en résulte pas que l'agenda des rébellions soit avant tout économique. Les tenants de l'approche économique – économiciste, disent ses critiques – des conflits ont fini par admettre que les études qui cherchent à repérer une cause unique des conflits – que ce soient les ressources, l'identité ou la culture – ne permettent pas de comprendre leur déclenchement et leurs trajectoires contrastées. Pour les premières formulations de l'argument, voir Collier Paul, *The Economic Causes of Civil Conflict and their Implications for Policy*, Washington DC, The World Bank, 2000 ; Collier Paul, Hoeffler Anke, *Greed and Grievance in Civil War*, Oxford, Centre for the Study of African Economics, 2002. Pour une critique de cette approche par un auteur qui a travaillé sur les agendas économiques dans les guerres, Berdal Mats, « Beyond Greed and Grievance – and not too Soon », *Review of International Studies*, vol. 31, n°4, octobre 2005, p. 687-698. Pour une critique de cette approche par des sociologues et anthropologues des conflits, voir Marchal Roland, Messiant Christine, « De l'avidité des rebelles. L'analyse économique de la guerre civile selon Paul Collier », *Critique internationale*, n°16, juillet 2002, p. 58-69 ; Cramer Christopher, « Homo economicus goes to war : Methodological individualism, Rational Choice and the Political Economy of War », *World Development*, vol. 30, n°11, novembre 2002, p. 1845-1864.

Quelles sont les frontières du métier des armes ? Celles qui séparent le militaire du rebelle et du bandit ? Ou celles qui différencient les individus qui sont en mesure de vivre une ascension sociale par les armes des autres ? S'il y a peu de sélection à l'entrée, le métier est très hiérarchisé. Au sein des forces régulières, les hommes de troupe avec leur uniforme délavé et leurs vieilles sandales n'ont pas grand-chose en commun avec les officiers proches du régime qui paradent sur leurs pick-up. Il n'est pas difficile de prendre une arme et de rejoindre un mouvement armé. Il n'empêche que les trajectoires des hommes en armes ne dépendent pas uniquement de leur habileté à manier la kalachnikov. Il existe des formes spécifiques d'intégration et de différenciation dans le métier des armes que les pages qui suivent visent à dévoiler. L'existence de règles et de frontières n'implique pas de consensus : elles sont en permanence débattues et renégociées.

ENQUÊTER SUR L'ENTRE-GUERRES

« ON IRA TOUS AU PARADIS… »

A quoi ressemble le Tchad, ce grand pays enclavé avec une population d'un peu plus de 11 millions d'habitants, dont une moitié environ est musulmane, et l'autre moitié chrétienne et animiste[43] ? Une plaisanterie populaire illustre bien la perception que les Tchadiens ont de leur propre pays : « On ira tous au paradis car on a déjà vécu l'enfer sur Terre ». Si le Tchad n'est pas exactement un enfer, il est un pays où la population vit au rythme des conflits armés depuis des décennies. Le Tchad est régulièrement en tête des classements internationaux : il est l'un des pays où la perception de la corruption est la plus forte[44] et où le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans est le plus élevé[45]. L'espérance de vie à la naissance reste en dessous de 50 ans. L'or noir, exploité depuis

43. Selon les estimations, il y aurait environ 51 % de musulmans, 35 % de chrétiens, 7 % d'animistes, et 7 % pratiquants d'« autres religions ». *Marchés tropicaux*, 21 novembre 2003, p. 2343. Les religions pratiquées au Tchad sont cependant syncrétiques. Sur les religions au Tchad, Coudray Henri, « Chrétiens et musulmans au Tchad », *Islamochristiana*, n°18, 1992, p. 175-234.

44. Selon le classement de Transparency International, le Tchad était en 2005 le pays où la perception de la corruption était la plus forte. Depuis cette date, il est resté dans le groupe des cinq pays en tête du classement.

45. Selon les statistiques de l'UNICEF. www.unicef.org/french/infobycountry/chad_statistics.html#85.

2003[46], a suscité bien des espoirs et des convoitises sans améliorer significativement la vie des Tchadiens.

Avec le désert au nord et la savane au sud, les différentes régions du Tchad ne se ressemblent pas. Elles partagent cependant l'expérience de la guerre qui les a touchées tour à tour depuis l'indépendance. Le paysage urbain de la capitale est marqué par les retombées de l'or noir (des routes ont été récemment bitumées, de nouveaux bâtiments sont apparus), mais aussi par la guerre. Après l'attaque rebelle de février 2008, N'Djamena (terme qui signifie en arabe tchadien « nous nous reposons »), a renoué avec son passé : l'ancien fort militaire nommé Fort-Lamy par les Français a été transformé en camp retranché. Un fossé a été creusé autour de la ville à laquelle on accède désormais par trois entrées fortement gardées, tandis que les arbres de l'avenue de Gaulle situés près de la présidence, qui pouvaient gêner la vision des hélicoptères de combat, ont été abattus. Surtout, les belles maisons des anciens chefs de guerre et des proches du régime côtoient les maisons en terre cuite. En brousse, la situation est difficile : la violence des répressions et l'impunité dont bénéficient les proches du régime aggravent les conditions de vie des gens, majoritairement pauvres, qui vivent souvent à des kilomètres des écoles et à des dizaines de kilomètres des centres de santé.

Sources et enquête de terrain

Lors de mon premier séjour au Tchad en 2004, j'ai été d'emblée frappée par la présence massive d'hommes en uniforme dans les rues de la capitale et sur les routes du pays. La principale préoccupation des civils n'était alors pas la possibilité d'une attaque rebelle mais les pratiques ordinaires des éléments des forces régulières. S'il me semblait urgent et important de s'interroger sur ce phénomène en allant au-delà des hypothèses de l'opportunisme des hommes en armes, de l'avènement d'une culture de guerre et de la crise de l'État, je m'engageais dans une recherche qui s'annonçait délicate. Celle-ci a supposé un ensemble de bricolages et de tactiques, de doutes et de remises en question, d'interrogations méthodologiques et éthiques. J'ai dû m'adapter aux circonstances politiques, réévaluer sans cesse les risques, pour les enquêtés et pour moi-même, d'un déplacement, d'une rencontre ou d'un entretien et adopter

46. Le pétrole est exploité par un consortium composé de trois compagnies : Exxon a 40 % des parts, Chevron 25 %, la malaisienne Petronas 35 %. Exxon est l'opérateur. Ce consortium a été constitué en 2000, un an après le départ de Shell et d'Elf d'un premier consortium pour des raisons non entièrement élucidées.

une « méthodologie de recherche flexible »[47]. Dans les Etats autoritaires et/ou en conflit, le premier souci est de gérer les possibles et d'évaluer la dose respective de culot et de prudence qui conviendra à la journée qui commence.

Mener des recherches sur le Tchad, c'est être confrontée à des sources écrites peu nombreuses[48] et à une littérature académique restreinte que la croissance soudaine (et éphémère ?) du nombre de rapports d'expertise ne comble pas[49]. Dans cette « vieille jachère de la recherche »[50] ou ce « fossé anthropologique »[51] qu'est le Tchad, il faut en outre composer avec le flou des données. Il n'existe pas de statistiques fiables sur les forces armées, la non-maîtrise des effectifs relevant d'une rationalité politique et stratégique. Quant aux chiffres concernant les rébellions, ils doivent être considérés avec beaucoup de précautions. Les rebelles tendent à gonfler leurs effectifs qui varient de toute façon avec les désertions, les ralliements et les activités intermittentes des combattants. Ces incertitudes ne sont pas (ou pas seulement) un obstacle à l'enquête, mais son objet même.

C'est précisément parce que le recours aux armes est banalisé que l'enquête, qui porte sur une question sensible, s'est révélée possible. Dans certains départements de l'Est tchadien, notamment le Dar Tama où je me suis rendue en 2010, les recrutements dans la rébellion ont été massifs. Toutes les familles ont vu des jeunes (et des moins jeunes) s'engager. Avec la déliquescence de la rébellion tama et le retour au bercail des combattants dans leur foyer, la mobilisation armée n'est plus taboue. Les ex-rebelles sont connus et leur passé n'est un secret ni pour les habitants ni pour les autorités. Le Tchad est en outre un pays marqué par un mode de gouvernement autoritaire et violent mais qui ne vise pas à contrôler les moindres parcelles de la vie des individus. Les gens osent parler et critiquer le régime. Des propos acerbes sur le gouvernement et

47. Vlassenroot Koen, « War and Social Research. The Limits of Empirical Methodologies in War-Torn environments », *Civilisations*, n°54, 2005, p. 191-198.

48. Il faut cependant noter les ressources disponibles à la bibliothèque du Centre d'études et de formation sur le développement (CEFOD) à N'Djamena où j'ai pu consulter les archives de la Conférence nationale souveraine ainsi que des mémorandums sur l'armée rédigés par des militaires.

49. Depuis l'enchevêtrement des conflits du Tchad et du Darfour et l'arrivée de réfugiés soudanais dans l'Est tchadien, les grandes ONG internationales de défense des droits humains publient régulièrement des rapports. Ils étaient bien moins nombreux avant 2005.

50. Magrin Géraud, *Le sud du Tchad en mutation. Des champs de coton aux sirènes de l'or noir*, Saint-Maur-des-Fossés, Cirad et Sépia, Collection « Pour mieux connaître le Tchad », 2001, p. 18.

51. Behrends Andrea, Heiß Jan-Patrick, « Crisis in Chad : Approaching the Anthropological Gap », *Sociologus*, vol. 57, n°1, 2007, p. 1-7.

les militaires sont régulièrement publiés dans la presse et tenus à la radio. J'ai cependant essuyé des refus et engagé à plusieurs reprises des entretiens avec des personnes qui avaient accepté de me rencontrer uniquement pour savoir qui j'étais et ce que je voulais. Les refus, les méfiances et les malentendus, bien que désagréables, appartiennent au travail de terrain et sont des événements qu'il faut interpréter. La loquacité ou le mutisme des enquêtés ne sont en effet pas seulement déterminés par leur courage ou leur couardise, ils doivent être compris dans leur contexte politique. Le mode de gouvernement à l'œuvre au Tchad récompense les fidélités, sanctionne les défections sans se préoccuper des paroles tenues au quotidien par les individus qui travaillent pour le régime. Les personnalités civiles et militaires les plus proches de la présidence ne sont ainsi pas nécessairement de grands défenseurs du régime. Ils prennent même souvent des positions très critiques en privé, partageant volontiers des informations et des opinions sur les questions les plus sensibles. A l'autre extrémité de l'échelle sociale, les « cadets sociaux »[52] qui n'ont pas grand-chose à perdre mais des frustrations et de l'amertume à partager accueillent favorablement la venue d'une chercheuse étrangère. Les interlocuteurs les plus prudents sont des individus dont la position est menacée ou qui attendent d'être cooptés à un poste prestigieux et/ou lucratif.

Mon travail a porté sur l'entre-guerres et non sur les conflits. Cela signifie que l'enquête n'a jamais été dangereuse – en tout cas pas plus que ne l'est la vie ordinaire pour une étrangère qui choisit de ne pas vivre dans les maisons cadenassées et les véhicules tout terrain climatisés. Mon travail n'est pas centré sur les pratiques de combat, mais sur les formes routinisées de violence dans l'entre-guerres. Comme le note Michael Taussig, même sur les terrains les plus violents, « tout semble si normal la plupart du temps »[53]. La violence apparaît dans la banalité de l'expérience du recours aux armes, quand les ex-combattants parlent de la rébellion de la même manière qu'ils évoquent l'agriculture, l'élevage ou le commerce. J'ai retrouvé un matin un ami en piteux état, battu par des policiers et enchaîné toute la nuit à un arbre. Il est pourtant des blessures qui ne laissent pas de cicatrices. En voyant s'évanouir une femme exténuée, qui vivait seule depuis le départ de son mari en exil et qui venait de perdre sa fille dans un accident domestique qui aurait

52. L'expression « cadets sociaux », empruntée à l'anthropologie économique, désigne ici les groupes dominés socialement. Elle est notamment utilisée par Jean-François Bayart dans *L'Etat au Cameroun*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1979.

53. *Law in a Lawless Land. Diary of a* Liempieza *in Colombia,* Chicago, University of Chicago Press, 2005, p. 100.

pu être évité si elle avait été moins pauvre, j'ai compris que la violence de l'entre-guerres est aussi une expérience intime.

Mener des recherches au Tchad reste un défi quotidien en raison de l'insécurité, des conditions climatiques, de l'état des routes, du manque d'infrastructures et des lourdeurs administratives[54]. En dépit des difficultés logistiques et matérielles, j'ai choisi d'élargir la focale à l'ensemble du pays[55]. Ainsi ai-je pu percevoir que les trajectoires rébellion-réintégration-désertion sont banales dans tout le pays, contrairement à l'idée reçue selon laquelle les « sudistes » sont plus « pacifiques » que leurs compatriotes septentrionaux. Mais si toutes les régions du Tchad ont eu leurs hommes en armes, le métier a une histoire et des déclinaisons contrastées dans les différentes régions.

Au cours des onze mois passés au Tchad entre 2004 et 2010[56], j'ai rencontré les hommes en armes quand ils n'étaient pas mobilisés par la guerre. Certains étaient militaires, policiers, gendarmes ou douaniers, d'autres étaient de retour à la vie civile. Mon enquête coïncidant avec un moment de reformation des rébellions, j'ai pu suivre les parcours de certains des enquêtés. Des militaires et civils rencontrés lors de mon premier séjour ont ensuite rejoint les bases arrière de la rébellion au Darfour, tandis que des chefs et des commandants rebelles rencontrés lors de leur passage en France ont regagné la légalité et la capitale. Ces hommes en armes et ces politico-militaires avaient des statuts fort différents. En passant des meilleurs restaurants climatisés de la capitale aux maisons sans électricité, j'ai ressenti les hiérarchies du monde des armes.

Je ne pouvais pas arriver dans une ville ou un village en annonçant haut et fort que j'étais là pour enquêter sur les hommes en armes et que j'allais sélectionner mes interlocuteurs. Je ne voulais de toute façon pas déterminer à l'avance des critères pour définir les hommes en armes mais interroger les frontières entre les hommes en armes et les civils, et au sein du monde des armes. Le contact avec les hommes en armes (ou des gens proches de ce milieu) était le plus souvent établi par ceux que j'avais déjà interviewés. De vieux combattants réunis dans des associations de militaires démobilisés m'ont par exemple ouvert les portes du monde de leurs fils et neveux, plus jeunes, encore actifs dans le métier des armes.

---

54. Les chercheurs doivent obtenir une autorisation de recherche et un ordre de mission. Tous les étrangers se rendant dans l'Est du pays doivent en outre obtenir une autorisation de circuler délivrée par le ministère de la Sécurité publique et de l'Immigration.

55. Les principaux sites de l'enquête sont N'Djamena, Mongo dans le Centre, Abéché et Guéréda dans l'Est, Moundou et Sarh dans le Sud.

56. J'ai séjourné quatre fois dans le pays : de septembre 2004 à janvier 2005, de septembre à décembre 2005, en septembre 2006, puis en avril-mai 2010.

J'ai ainsi rencontré plusieurs groupes qui forment des milieux d'interconnaissance. Certains individus sont liés par la parenté, l'expérience commune d'une rébellion, le passage par la même garnison de l'armée, d'autres se sont rencontrés dans l'après-guerre. Ces différents groupes m'ont permis de saisir la pluralité des trajectoires de combattants mais aussi ce qu'ils ont en commun : vivre dans un pays marqué par la pérennisation des conflits, la violence du mode de gouvernement et la banalité des formes violentes d'extraction. J'ai également beaucoup appris des rencontres fortuites avec des chauffeurs de taxis, des commerçants, des paysans ou des éleveurs qui se sont révélés être d'anciens combattants ou militaires qui affirmaient parfois être encore « en situation ».

Les hommes en armes dont je retrace la trajectoire ont tous un point commun : celui d'avoir accepté, pour des raisons qui leur sont propres, de me parler de leur vie [57]. Les biais sont nombreux, à commencer par la facilité avec laquelle on se laisse prendre par le récit des plus loquaces en négligeant les signes importants mais si difficiles à interpréter de ceux qui ne se livrent pas. Certains ont raconté leur vie comme un long fleuve – qui n'a rien de tranquille – quand d'autres n'ont laissé échapper que des bribes qui s'accumulent au fil des jours. Alors que « l'homme en Occident est devenu une bête d'aveu »[58], les Tchadiens sont rarement sollicités pour élaborer des récits autobiographiques. Raconter son histoire personnelle n'est pas une démarche aussi familière au Tchad qu'en Europe ou en Amérique du Nord. Le fait que les formes de présentation de soi ne soient pas institutionnalisées facilite la discussion : les interviewés ne tiennent pas un discours façonné par l'habitude de parler à leur psychanalyste ou à leur conseiller de l'agence pour l'emploi. En revanche, il faut trouver les bons mots pour expliquer une démarche qui ne leur est pas familière.

Etrangère, de surcroît *nassara* (terme signifiant chrétien en arabe tchadien, utilisé pour désigner les Blancs), je ne représentais pas une menace. Les enquêtés semblaient s'ouvrir plus facilement à une personne qui n'appartenait à aucune région, à aucun groupe ethnique, à aucun mouvement politique ou politico-militaire du pays. Il faut cependant noter que j'ai la nationalité de l'ancien colonisateur et du principal soutien du régime. Des militaires de carrière, dont certains ont été formés en

57. Les trajectoires présentées dans la deuxième partie de l'ouvrage ont été retracées à partir d'entretiens répétés et enregistrés. La plupart des entretiens n'ont cependant pas été enregistrés afin de ne pas mettre dans des situations délicates des personnes qui parlent de leur passé rebelle. Par ailleurs, je souhaitais rapprocher le plus possible les entretiens des conversations ordinaires.

58. Foucault Michel, *Histoire de la sexualité, 1. La volonté de* savoir, Paris, Gallimard, (1976) 1984, p. 80.

France, m'ont fait part de leur admiration pour le général de Gaulle et le supposé professionnalisme de l'armée française. Mais, le plus souvent, j'ai dû expliquer que je ne pouvais être tenue responsable de la politique étrangère de mon pays.

Je dois ici préciser que l'on attribue aux femmes étrangères un statut intermédiaire en termes de genre. Bien que sur-sexualisées par les représentations à propos de la femme blanche « facile », les étrangères peuvent fréquenter les lieux de sociabilité masculin et féminin. Dans toutes les régions du Tchad, les hommes et les femmes mangent dans des plats différents et parfois dans des pièces séparées. J'ai été presque toujours invitée à m'asseoir avec les hommes et à partager leur plat[59]. Je pouvais aussi rendre visite aux femmes dans les espaces qui leur sont réservés – bien que l'on m'ait rarement invitée à le faire.

J'aurais voulu que ce travail sur les hommes en armes s'accompagne d'une enquête sur la place des femmes dans les mouvements rebelles. Celle-ci n'a malheureusement pas été possible et cet ouvrage ne rendra pas justice à leur travail invisibilisé. D'une part, peu de temps avant mon enquête sur les anciens du FUC (le seul groupe armé de l'histoire récente à avoir recruté des femmes qui ont participé directement aux combats) en 2010, une figure féminine de la rébellion a été assassinée à N'Djamena. S'il n'est pas certain que son assassinat soit lié à ses activités politico-militaires, il a incité les anciennes combattantes à se faire discrètes. D'autre part, les entretiens que j'ai menés avec des femmes qui avaient participé avec ou sans armes à une rébellion soulevaient des problèmes d'ordre éthique. Alors que les hommes qui ne souhaitaient pas évoquer ce moment de leur trajectoire me le faisaient comprendre de façon très claire, j'ai eu plusieurs fois le sentiment que les enquêtées, qui étaient toutes à l'exception d'une ancienne cadre politico-militaire[60], des actrices à faibles ressources, ne s'autorisaient pas à rejeter ma demande. En outre, étant entrée sur le terrain du côté des hommes, il devenait difficile de discuter avec des femmes qui ont été membres ou proches d'un mouvement armé sans que des hommes ne viennent s'en mêler. En revanche,

59. L'invitation systématique à partager le plat des hommes n'est pas liée à mon objet de recherche. Marie-José Tubiana, qui a notamment travaillé sur les mariages et les transferts de biens au nord-est du Tchad et à l'est du soudan, rapporte qu'elle ne s'est jamais sentie autorisée à partager le repas des femmes. « Etre femme et partager la nourriture en milieu 'musulman' », Conférence de l'International Commission on the Anthropology of Food, Lasseube, mars-avril 2011.

60. Lors de ma deuxième rencontre avec cette femme politique, elle était accompagnée d'une dizaine de combattants démobilisés. Leur présence n'était alors pas un problème puisqu'elle était leur cheffe et ne se gênait pas pour faire entendre sa voix. Je retrace sa trajectoire dans le chapitre IV.

j'ai passé du temps avec des civiles, en particulier avec des commerçantes qui rusent au quotidien pour éviter le racket des militaires et autres bogobogos. En ce sens, cette recherche doit autant aux Tchadiennes qu'aux Tchadiens.

Que représentais-je aux yeux de mes interlocuteurs ? Certains ont enquêté discrètement ou ouvertement sur moi. Dans la plupart des cas, ma présence était cependant bien accueillie. La rencontre avec une étrangère valorise l'histoire des personnes interrogées, ce qui est particulièrement important aux yeux de ceux qui sont aujourd'hui marginalisés ou stigmatisés[61]. Ma présence soulevait des interrogations et suscitait parfois des attentes. J'ai régulièrement été prise à témoin des injustices dont les ex-combattants et militaires disaient être les victimes. L'échange pensé comme privé par la chercheuse devient alors une parole de protestation, un « événement-témoignage »[62]. Certains enquêtés, notamment les démobilisés, plaçaient beaucoup d'espoirs dans notre rencontre. Pourquoi une Blanche s'intéresserait-elle à leur histoire si ce n'est pas pour lancer un programme de réintégration ? J'ai passé beaucoup de temps à expliquer à mes interlocuteurs que je ne travaillais ni pour une organisation non gouvenementale (ONG) ni pour une organisation internationale. Une précaution importante mais malheureusement parfois insuffisante pour lever tout malentendu. La question de l'absence de bénéfices pour les enquêtés n'est pas la moindre des contradictions du métier[63], qui n'empêche toutefois pas de se rendre utile – ou d'avoir le sentiment de l'être – par des engagements à la marge de la profession.

Nombre des entretiens que j'ai menés étaient collectifs : il aurait été impoli de demander aux proches de l'enquêté de se retirer. Les personnes présentes étaient dans la plupart des cas des proches, des amis ou des compagnons d'armes. La conversation qui s'engageait entre elles était souvent au moins aussi intéressante que l'entretien proprement dit. Quand un proche de la personne interviewée intervient pour renchérir sur ses propos, la contredire ou se moquer d'elle, l'échange spontané éclaire l'entretien et dévoile certains des codes propres à un groupe

61. Debos Marielle, « Quand les 'libérateurs' deviennent des 'bandits'. Guerre et marginalisation sociale à la frontière tchado-centrafricaine », in Bazenguissa-Ganga Rémy et Makki Sami (dir.), *Sociétés en guerre. Ethnographies des mobilisations violentes*, Paris, Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, 2012, p. 93-110.

62. Agier Michel, « La force du témoignage. Formes, contextes et auteurs des récits de réfugiés », in Le Pape Marc, Siméant Johanna, Vidal Claudine (dir.), *Crises extrêmes. Face aux massacres, aux guerres civiles et aux génocides*, Paris, La Découverte, 2006, p. 161.

63. De la Soudière Martin, « L'inconfort du terrain. 'Faire' la Creuse, le Maroc, la Lozère… », *Terrain*, n° 11, 1988, p. 94-105.

d'interconnaissance. D'une manière générale, je posais le moins de questions possibles et laissais les interviewés dérouler le fil de leur histoire. Je m'intéressais à leurs pratiques, à leur parcours personnel et à l'enchaînement des événements qu'ils avaient provoqués ou subis sans me focaliser sur les seuls moments guerriers ou violents. J'attachais une attention particulière à leur façon de raconter leur propre histoire. Se présentaient-ils comme des héros ou des victimes ? Comme des acteurs ayant participé activement et volontairement à un mouvement armé ou comme des personnes ballottées par les événements, contraints de prendre et de reprendre les armes ?

L'observation ethnographique a été cruciale dans la construction de mon objet. J'ai passé de longs moments à observer les interactions entre les hommes en armes et les civils, en m'arrêtant dans les espaces où, comme à la douane de Ngueli, un grand nombre d'ex-combattants et de crypto-militaires vivent d'une économie fortement militarisée. Lors de mon séjour à Mongo, par exemple, je passais mes journées à discuter de la situation tendue dans laquelle se trouvait soudainement la ville après l'arrivée d'un nouveau détachement de militaires[64]. Je rencontrais les habitants au marché de bétail ou au poste de contrôle à l'entrée de la ville. Mes voyages sur les routes du Tchad ont été aussi instructifs qu'éprouvants : j'ai subi, comme tous les passagers, les fouilles d'armes et les contrôles d'identité aux postes de contrôle, le plus souvent illégaux, qui prolifèrent dans le pays. J'ai beaucoup appris des interactions quotidiennes les plus anodines, des moments passés à boire des bières et des sodas avec des amis. Ces échanges permettent de comprendre les expériences individuelles et collectives de la guerre et de l'entre-guerres ainsi que les « stratégies » et les « tactiques »[65] que les hommes en armes et les civils formulent pour vivre dans un environnement instable et militarisé.

64. Voir le chapitre VII.

65. De Certeau reprend la distinction opérée par Clausewitz entre stratégie et tactique. Il appelle « *stratégie* le calcul (ou la manipulation) des rapports de forces qui devient possible à partir du moment où un sujet de vouloir et de pouvoir (une entreprise, une armée, une cité, une institution scientifique) est isolable. Elle postule *un lieu* susceptible d'être circonscrit comme *un propre* et d'être la base d'où gérer les relations avec une extériorité de cibles ou de menaces (les clients ou les concurrents, les ennemis, la campagne autour de la ville, les objectifs et objets de la recherche, etc.) » (p. 59). Il emploie le terme *tactique* à propos de « l'action calculée que détermine l'absence d'un propre. (…) Elle fait du coup par coup. Elle profite des 'occasions' et en dépend, sans base où stocker des bénéfices, augmenter un propre et prévoir des sorties. (…) En somme, c'est un art du faible » (p. 60 et p. 61). *L'invention du quotidien, 1. Arts de faire,* Paris, Gallimard, (1980) 1990.

PLAN DE L'OUVRAGE

Comme l'écrit Howard Becker, « notre affaire à nous », dans le monde académique, c'est de « mettre les idées dans un ordre assez rationnel pour permettre à d'autres d'y trouver du sens »[66]. Expliquer qu'au Tchad les armes ne sont pas devenues un métier par hasard et que ce métier n'est pas chaotique, tel est l'objectif de cet ouvrage. Encore fallait-il trouver un moyen ordonné d'expliquer que l'on a affaire à un métier régi par des règles. J'ai sans cesse balancé durant la rédaction entre deux objectifs difficilement compatibles. D'un côté, celui de proposer un manuscrit lisible par celles et ceux qui ne sont pas familiers des conflits tchadiens. De l'autre, celui de restituer la complexité du métier, de ne pas écraser les effets de contingence et de rendre aux hommes en armes leur part d'incertitudes. On ne s'engage pas dans la rébellion ou dans l'armée avec une idée bien précise en tête et un manuel en main. Il serait en outre absurde et trompeur de rendre dociles par l'écriture les trajectoires des hommes en armes pour qu'elles apparaissent droites, linéaires, simples, comme si leur tracé obéissait à une logique implacable. Il reste que donner à lire toutes les complexités de mon objet de recherche imposerait de donner au travail académique des allures de nouveau roman. D'où le compromis suivant. Après une première partie historique, l'ouvrage revient sur deux éléments clés du métier : les trajectoires des hommes en armes aux loyautés fluides, puis leur rôle dans le mode de gouvernement qui s'est imposé au Tchad.

La première partie s'intéresse à l'historicité du métier des armes : celui-ci est une institution centrale des sociétés tchadiennes depuis les guerres et razzias que menèrent les empires précoloniaux. Il s'agira de mettre en évidence des lignes de continuités dans les pratiques et les répertoires imaginaires du politique. Comment les guerres, les razzias et les autres formes de prédation étaient-elles articulées dans les territoires qui allaient former le Tchad ? Comment le colonisateur, qui a formé avec les tirailleurs un nouveau groupe de militaires, a-t-il bouleversé le métier des armes ? Comment celui-ci a-t-il été réinventé avec les conflits factionnels du Tchad indépendant ? La deuxième partie sera consacrée à une analyse des trajectoires spatiales, sociales et politiques des hommes en armes. Comment passent-ils d'une faction rebelle à une autre et de l'armée à la rébellion ? De la guerre à l'entre-guerres ? Cette partie montrera que la fluidité n'est pas synonyme d'anarchie et que le métier des armes n'est pas né d'un effondrement de l'Etat ou de l'enlisement de la société dans une culture de violence. Les trajectoires des hommes en

66. Becker Howard, *Ecrire les sciences sociales*, Paris, Economica, 2004, p. 141.

armes s'inscrivent dans un contexte politique marqué par le factionnalisme et la reproduction dans l'après-guerre des conditions qui ont conduit à la guerre. La troisième et dernière partie est une analyse du « gouvernement[67] par les armes ». Ce mode de gouvernement doit être compris d'une part comme le gouvernement du monde des armes (les dispositifs visant à contrôler les combattants, les militaires et les bandits de grand chemin), et d'autre part comme le gouvernement de l'Etat et de la société par les hommes en armes. Le gouvernement par les armes est une forme de « gouvernement privé indirect »[68] que je désigne, en reprenant une expression émique, « décret sans numéro ». Cette problématisation permet d'éclairer un paradoxe : comment les hommes en armes peuvent-ils être au centre de l'exercice du pouvoir alors même qu'ils échappent en partie à la bureaucratie d'Etat ?

67. A la suite de Michel Foucault, j'entends, par « gouverner », « structurer le champ d'action éventuel des autres ». Foucault Michel, *Dits et écrits : 1954-1988*, Paris, Gallimard, 1994, vol. 4, p. 237.

68. Mbembe Achille, « Du gouvernement privé indirect », *Politique africaine*, n°73, mars 1999, p. 103-121.